

Les résultats controversés de l'élection présidentielle d'Ali Bongo plonge le Gabon dans une zone de turbulence. Cette crise remonte à la succession, non consensuelle, d'Omar Bongo. L'intronisation au pouvoir de son fils Ali, entérinée par les élections frauduleuses de 2009, va ouvrir une ère de crise politique dans le pays, accentuée par les difficultés économiques du pays.

« On n'organise pas une élection pour la perdre ». Ali Bongo ne dérogera pas à cette règle suivie par beaucoup de dirigeants africains. Ainsi a-t-il été proclamé Président de la république, après la décision de la Cour constitutionnelle, souvent comparée à la tour de Pise car elle penche toujours du même côté, celui du pouvoir.

Cuisine électorale

Les achats de consciences, l'utilisation des moyens de l'Etat et des médias publics, la répression contre les militants de l'opposition, n'ont pas eu le résultat escompté pour le pouvoir en place. Les bons scores de Jean Ping se sont confirmés, en effet sur les sept provinces l'avance du candidat de l'opposition était considérable : près de 60 000 voix.

Ainsi la manœuvre habituelle, déjà utilisée en 2009, qui consiste à utiliser la huitième région du Haut-Ogooué comme variable d'ajustement pour faire gagner Ali Bongo, s'est trouvée difficile à mettre en œuvre ; elle donnera lieu à des cafouillages entre les autorités de la province et celle de l'Etat. Les chiffres communiqués sont grotesques, le taux de participation serait de 99,83 %, alors que la moyenne des autres provinces n'est que de 48%. Ainsi, et d'après les calculs du journal Le Monde, sur les 71.786 inscrits, 50 personnes seulement n'auraient pas voté !

Dans une déclaration à la presse, une organisation de la société civile du Haut-Ogooué, le « Collectif des Altogovéens libres » [déclare](#) :

« [...] Les ressortissants du Haut-Ogooué assurent avoir comptabilisé dans leur province 13 028 abstentions plutôt que les 2 948 lus par le gouverneur ou les 47 proclamés par le ministre de l'Intérieur. S'agissant des résultats, ceux-ci donneraient vainqueur Ali Bongo à 89,17% avec 49 892 voix, loin des 65 073 lus par le gouverneur et des 68 064 par le ministre l'Intérieur. Jean Ping aurait obtenu 5 703 voix dans la province, contre les 3 071 lus dans les procès-verbaux des deux autorités ».

La fraude est d'autant plus avérée que l'un des membres de la commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap) de la région, Fabrice Simba représentant l'opposition, a avoué toucher 75 000 euros à partager avec ses deux autres collègues de l'opposition pour signer de faux procès-verbaux des bureaux électoraux.

Enfin, et pour couronner le tout, l'opposition a pu conserver les PV des 126 bureaux de vote, presque la moitié de cette région, qui indiquent que Bongo a eu 86% des voix et Ping 16%.

Devant cette situation Mariya Gabriel, chef de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne, ne pouvait que constater :

« [...] la mission a eu un accès inégal à la consolidation des résultats selon les

commissions électorales locales. Les résultats n'ont pas été annoncés publiquement dans la province du Haut-Ogooué, contrairement à ce qui est prévu par la loi. Dans cette même province, une anomalie a été constatée quant au taux de participation et en comparaison avec une analyse du nombre de non-votants et de bulletins blancs et nuls. Il n'y a pas eu de publication des résultats, bureau de vote par bureau de vote, conformément aux bonnes pratiques internationales »[\[1\]](#).

Une succession difficile

Au fil des décennies, Omar Bongo s'est confondu à la vie du pays à tel point que le Gabon était associé à Bongo ; il est aussi devenu une sorte de parent de chaque famille gabonaise, un parent que l'on peut aimer ou détester mais qui s'inscrit en filigrane dans la vie de chaque gabonais(e).

Aussi ne fallait-il pas grand-chose pour que la mort d'Omar Bongo revête, pour certains, un caractère mystique apparu notamment lors de l'enterrement d'Edith Lucie, femme de Bongo et fille du président Sassou Nguesso :

« C'est dans cette perspective du corps indivisible du pouvoir que l'imagination populaire au Gabon et au Congo a interprété la mort, le 14 mars 2009 à Rabat au Maroc, d'Edith Lucie Bongo, fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, presque trois mois avant son époux. Cette interprétation a été fortement alimentée par les paroles, très énigmatiques, prononcées à Edou, au Congo, par maître Aimé Emmanuel Yoka, oncle paternel d'Edith Lucie Bongo, quand il termina son oraison funèbre en remerciant la défunte des "confidences" qu'elle lui avait faites, et en disant : "Ma fille, à bientôt, à très bientôt, je dis bien à très bientôt !" Trois fois le terme "à bientôt" a été prononcé et certains ont fait valoir que cette répétition signifiait les trois mois au terme desquels devait se produire un événement important. Était-il, cet événement, la mort début juin du Président Omar Bongo Ondimba ? Les rumeurs vont évidemment bon train sur le sujet dans les rues de Libreville ».[\[2\]](#)

D'autres rumeurs circulent accusant, cette fois-ci, directement Ali Bongo d'avoir empoisonné Edith Lucie[\[3\]](#). Bref on le comprend, le choix d'Ali Bongo comme successeur ne fait pas l'unanimité, pas plus dans le Parti Démocratique du Gabon (PDG) au pouvoir que dans sa famille où il est en rivalité, notamment avec sa sœur Pascaline, qui a été directrice de cabinet de son père et surtout gestionnaire de son immense fortune.

Sa succession va être avalisée par une farce électorale en 2009 avec les mêmes manœuvres qu'en 2016 : la huitième région du Haut Ogooué sera utilisée dans la manipulation des chiffres pour permettre la victoire de Bongo avec une Cour constitutionnelle qui valide les tripatouillages. Mais cette élection révèle, même si on ne considère que les résultats officiels, qu'Ali Bongo, élu grâce à un scrutin majoritaire à un tour, reste minoritaire dans le pays avec 45.79% des voix alors que les deux candidats de l'opposition Pierre Mamboundou et André Mba Obame récoltent respectivement 25,66% et 25,33% des voix.

Il tente de vendre à la population son projet politique de Gabon émergent, censé préparer l'après-pétrole, mais la vacuité de ce concept ne trompe personne. Il doit faire face à une hostilité grandissante de l'ancienne garde du PDG, sans compter la crise économique dans laquelle s'enfonce le pays et le sentiment d'usurpation qui se répand de plus en plus dans la population.

Un pouvoir qui se craquelle

Sept ans après, l'impopularité d'Ali Bongo a augmenté au fil des ans, le Parti au pouvoir (PDG) s'est craquelé et, à l'intérieur même du clan Bongo, des divisions se font jour.

Les raisons en sont multiples : l'impossibilité pour Ali d'être aussi généreux que son père pour entretenir les nombreux réseaux clientélistes qui permettaient une certaine stabilité du pouvoir ; le fait qu'Ali Bongo se soit entouré d'une nouvelle génération, délaissant les plus anciens du PDG, a favorisé la crise politique. Quant à la population, le peu de crédit qu'Ali Bongo avait auprès d'elle a fondu comme neige au soleil : les tensions sociales se sont accrues, notamment [dans le secteur pétrolier](#) (en général relativement épargné par les conflits sociaux), et les crimes rituels ont éclaboussé des dignitaires du régime [comme en témoigne l'Association de Lutte contre les Crimes Rituels](#) (une ONG) :

« Les observations de cette ONG révèlent que les crimes rituels augmentent en période électorale. C'était aussi l'occasion de lancer un appel à toute la population, vu que le Gabon est à la veille d'une élection présidentielle. Dans la majorité des cas où les suspects ont été arrêtés, ces derniers avouent être à la solde de personnalités politiques. Des anthropologues gabonais estiment que plusieurs hommes politiques croient que les organes prélevés procurent du pouvoir à celui qui les détient ou qui en consomme ».

En France, dans le même temps, l'affaire des biens mal acquis suivait son cours malgré les efforts méritoires de Sarkozy qui, à défaut de l'étouffer, a essayé au moins de la freiner. Ali Bongo, impliqué dans ces détournements, a offert sa part d'héritage à la jeunesse gabonaise ; [une générosité décriée](#) du fait que l'argent appartenait au pays.

La question de la nationalité d'Ali Bongo a également été soulevée, dans la mesure où l'article 10, 3^e alinéa de la Constitution dispose :

« Toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la Présidence de la République. Seule sa descendance ayant demeuré sans discontinuité au Gabon le peut, à partir de la quatrième génération ».

Il apparaîtrait qu'Ali Bongo était un enfant adopté du Biafra à l'époque où Omar Bongo était très impliqué dans le conflit sécessionniste de cette province. Rappelons que ce conflit fut soutenu avec ferveur par [Foccart](#) qui, indépendamment des deux millions de morts, a au moins permis à Kouchner de se faire un nom en organisant le soutien humanitaire de cette guerre menée par la France contre le Nigeria.

En riposte, Ali Bongo présenta par deux fois des certificats de naissance différents, bien que faux tous les deux. Cette campagne sur l'origine d'Ali Bongo s'est renforcée avec la présence permanente de Maixent Accrombessi, un Béninois qui joue le rôle de véritable éminence grise d'Ali Bongo. Celui-ci s'avère mal vu dans un pays où la population entretient parfois des sentiments xénophobes à l'encontre des immigrés, venus des pays voisins pour profiter des quelques miettes de la richesse du pays à l'époque où le pétrole se vendait bien et coulait à flot.

Mais cette campagne sur la nationalité de Bongo n'était pas une simple campagne xénophobe ; pour

beaucoup, c'était la démonstration à une large échelle des mensonges de la présidence.

Les éléments de la crise

La chute des prix du pétrole va plomber l'économie du pays, déjà ravagé par la gabegie et la corruption du clan Bongo qui s'est approprié les richesses du Gabon avec l'aide, notamment, de [Delta Synergie](#), une sorte de holding regroupant plusieurs sociétés :

« Pas un secteur n'est épargné par l'emprise de Delta Synergie : assurances, banques, agroalimentaire, sécurité, transport, médicament, BTP, agriculture, matières premières, immobilier, aviation d'affaires, textile, média, vente de gaz et de pétrole, bois... ».

Les sociétés liées à Delta Synergie ont raflé l'essentiel des marchés avec l'Etat portant sur les fournitures d'uniformes des fonctionnaires des ministères régaliens, sur la protection des ambassades, le remorquage des bateaux, la gestion des barrages hydrauliques, etc. [Comme l'indique diplomatiquement la Banque Africaine de Développement](#) :

« Le secteur privé gabonais est encore dominé par le « grand patronat », laissant peu de places aux PME/PMI ».

Comme beaucoup de pays ayant une économie rentière, le Gabon connaît un ralentissement économique essentiellement dû à la chute du prix du pétrole. De 2013 à 2015, le pays a ainsi enregistré une baisse de près de 15% de son PIB. [La Banque Mondiale décrit une situation économique bien loin de la promesse d'Ali Bongo](#), celle d'un Gabon émergent, et souligne la vulnérabilité des personnes les plus pauvres :

« Le taux de croissance n'a cessé de chuter depuis 2013, passant de 5.6 % en 2013 à 4.3 % en 2014 puis 4.1 % en 2015, en raison sa forte dépendance économique à la production et à l'exportation du pétrole [...] ».

Le secteur privé a enregistré une diminution d'au moins 4 000 emplois, soit 6 % de la main d'œuvre en 2014. Les activités de de construction ont été les plus durement touchées, enregistrant une baisse de 15 % de sa main d'œuvre par rapport à 2013. En dépit d'une abondance de ressources naturelles et d'un revenu moyen par habitant de 10 660 dollars en 2014, une grande partie de la population perçoit un faible salaire ou se trouve au chômage. Ces personnes sont dans l'impossibilité de se protéger contre les chocs externes tels que la baisse des cours de pétrole [...] ».

Plus globalement, ce constat est confirmé par le niveau d'Indice de Développement Humain (IDH) qui place le pays en cent dixième position sur 188 ce qui, pour un pays pétrolier, n'est guère brillant. Depuis l'accession au pouvoir d'Ali Bongo, [l'IDH a progressé moins vite](#), de 0.76%, que pour les autres pays subsahariens (0,94%).

Le Gabon, une place forte de l'impérialisme Français en Afrique centrale

Les Gabonais payent les décennies de la politique économique d'Omar Bongo qui a inséré le pays

dans la division internationale du travail, en permettant notamment aux multinationales françaises de piller les richesses naturelles, parfois au prix d'énormes pollutions comme ce fut le cas pour la région de la ville de Mounana avec l'exploitation de l'uranium dans les années 1960.

Omar Bongo a fait du Gabon une pièce maîtresse dans le dispositif impérialiste de la France qui vise à accompagner et contrôler les indépendances des pays africains. Dès la fin des années 1950, l'élite gabonaise était profondément francophile et colonialiste. Leon Mba, qui devint plus tard le premier président, avait envoyé Louis Sanmarco, l'administrateur colonial, pour réclamer auprès de Charles de Gaulle, la départementalisation du Gabon. Sanmarco y voyait le triomphe du colonialisme :

« Le Conseil de gouvernement du Gabon choisit la départementalisation, et Léon (Mba) me chargea de négocier la chose avec Paris. Je considérais cela comme un triomphe, le triomphe de cent trente années de colonisation française qui débouchaient sur cette demande d'intégration, le triomphe posthume des marins, des missionnaires, des médecins, forestiers, colons, administrateurs, qui avec tous leurs défauts, toutes leurs erreurs, n'avaient finalement pas si mal travaillé dans ce pays pour y faire aimer la France à ce point »[\[4\]](#).

Après le refus de De Gaulle, Leon Mba hérita d'une indépendance non voulue et conserva son pouvoir grâce à l'intervention militaire française.



1966. Jacques Foccart et Léon M'ba.

Son directeur de cabinet Omar Bongo lui succéda. Ancien des PTT, il s'agissait surtout d'un ancien agent des services secrets français. Il fit de son pays une chasse gardée de la France et, en contrepartie, l'ancienne puissance coloniale lui offrit un soutien sans failles, y compris militairement comme ce fut le cas en 1990 où 2000 parachutistes débarquèrent pour soutenir le régime en proie à de violentes contestations populaires.

La France garda une base militaire dans le pays, ce qui lui donne un atout décisif dans la rapidité des interventions militaires sur le Continent, comme le note un rapport du Sénat :

« Enfin, l'éloignement des théâtres rend essentiel le prépositionnement de forces dans les zones d'intérêt, elles permettent une montée en puissance très rapide soit au moment de l'entrée en premier sur un théâtre, soit pour un renforcement immédiat en cas de dégradation de la situation au cours d'une opération de stabilisation, soit pour disposer de bases pour des opérations aériennes ou maritimes.

[...]

- la capacité de déployer une compagnie parachutiste prépositionnée à Libreville (Gabon) et à l'acheminer grâce aux avions de transport tactique de l'opération Epervier (Tchad) dès le 5 décembre 2013 au premier jour de l'intervention en Centrafrique en décembre 2013.[\[5\]](#)

Omar Bongo ne diffère pas des autres dictateurs africains soutenus par la France. Dès le début, il installe un parti unique, le Parti Démocratique Gabonais (PDG), et use de la répression contre toutes les tentatives d'opposition et de contestation. Son pouvoir resta jusqu'à la fin de sa vie jalonné d'élections bidons. Mais son maintien au pouvoir ne s'explique pas seulement par la répression, il sut éviter de mener une politique communautaire en associant l'ensemble des élites des différentes populations, sinon à la marche du pouvoir, au moins à la marche des affaires.

Le Gabon, comme la plupart des autres pays africains, va ouvrir son espace politique au début des années 1990 suite à la conférence de la Baule où Mitterrand enjoint les chefs d'Etat à démocratiser leur pays. Bongo joua à merveille des deux leviers dont il disposait : l'achat des consciences et la répression ; une main de fer distribuant de l'argent.

Dans un Gabon entouré de pays en guerre civile, Bongo put se vanter d'avoir maintenu la paix, et indubitablement cela l'aïda à asseoir son pouvoir. Aujourd'hui les données ont changé. Ali Bongo n'est pas capable de continuer l'œuvre de son père pour des raisons financières mais aussi politiques : son réseau est faible et il est attaqué dans son propre camp, une partie de pouvoir s'étant rangé derrière Jean Ping.

L'effet Ping

Jean Ping était l'un des hommes de confiance d'Omar Bongo. Il a été pendant des années Ministre des affaires étrangères, ex-mari de Pascaline et donc ancien beau-frère d'Ali Bongo. Il a aussi des parts dans la société Delta Synergie.

Omar Bongo le proposa à la présidence de l'Union Africaine avec le soutien actif de la France en 2008. Il fut un bon gestionnaire, soucieux de préserver les intérêts des dictateurs africains tout en collaborant activement avec les métropoles impérialistes, tant au niveau économique que diplomatique. Le seul point de divergence publique sera le dossier libyen où Jean Ping proposa la médiation de l'Union Africaine, qui fut superbement ignorée par Sarkozy, Cameron et Hilary Clinton, ce qui poussa l'administration Obama à soutenir matériellement l'intervention militaire franco-anglaise en Libye.

Battu par Nkosazana Dlamini-Zuma, lorsqu'il brigua un second mandat à la Présidence de la commission de l'Union Africaine, Jean Ping s'est lancé dans la politique au Gabon grâce à sa fortune, son carnet d'adresse et ses liens avec les principaux dirigeants français et européens. Il est devenu un candidat redoutable en unifiant l'opposition derrière sa personne, seule stratégie possible pour une élection à un tour.

Au-delà des élections

La situation gabonaise ne se résume pas uniquement à un affrontement entre deux représentants de la bourgeoisie. Elle traduit aussi une crise profonde qui suit un processus identique à celui qui se déroule dans plusieurs pays. Lorsque les dictatures se fissurent, des pans du parti au pouvoir se détachent et rejoignent l'opposition.

Cela constitue un encouragement aux populations, une occasion pour elles de faire entendre leur voix. Tel est le cas en RDC avec le départ de la majorité présidentielle soutenant Kabila, de Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée Nationale et de Moïse Katumbi ancien gouverneur de la province du Katanga. On retrouve une situation similaire au Burkina Faso, où Roch Marc Christian Kaboré, un des dirigeants du Congrès pour la Démocratie et le Progrès le parti au pouvoir de Compaoré, a rejoint l'opposition. Cela n'a pas manqué d'accentuer la crise politique, qui a débouché sur une révolution imposant de vraies élections démocratiques.

Au Gabon la grande majorité de la population a fait de cette élection présidentielle un enjeu : celui de voir se terminer l'ère Bongo, de tourner la page et d'expérimenter une alternance. Désormais la victoire de Ping ne peut s'obtenir que dans la rue, au regard de la démission de toutes les structures internationales : Union Africaine, Union européenne et Nations-Unis.

Un cycle nouveau pourrait s'ouvrir dans la vie politique gabonaise. Malgré la répression, les morts, les arrestations, les coupures d'internet, les organisations politiques et de la société civile n'ont pas subi de défaite majeure, et Ali Bongo reste isolé sur la scène internationale, tout en disposant de bien peu de soutien à l'intérieur du pays. La rue pourrait donc parvenir à imposer le respect des urnes, voie qui serait certainement la plus souhaitable pour les populations du Gabon.

Notes

[1] Mariya Gabriel, chef de la MOE-UE :

<http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/debate-details.html?date=20160913&detailBy=date>.

[2] « Omar Bongo Ondimba, paradigme du pouvoir postcolonial de Joseph Tonda », in *Politique africaine*, n°114, juin 2009 p. 126.

[3] *Ibidem*.

[4] Louis Sanmarco, *Le colonisateur colonisé*, Pierre-Marcel Favre, p. 211.

[5] Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le bilan des opérations extérieures, Sénat le 13 juillet 2016.